

ACTUALITÉS

Au temple de la médiocrité



CHRISTIAN RIOUX

Le hockey est connu à travers le monde comme un domaine où excellent les Québécois. C'est un peu comme le soccer en France ou le rugby en Nouvelle-Zélande. Il est d'ailleurs courant de citer ces sports afin d'inciter la jeunesse à se dépasser.

On apprenait la semaine dernière que les Canadiens de Montréal avaient produit à l'aide d'une généreuse subvention du ministère de l'Éducation une série de cahiers pédagogiques à l'intention des écoles primaires du Québec. Plusieurs se sont offusqués avec raison que le ministère consacre 250 000 \$ à des documents qui, sous prétexte de pédagogie, font la publicité d'un club de hockey. L'initiative est l'œuvre d'une société de Toronto, Paton Publishing, qui a fait son beurre en produisant de tels cahiers d'exercices pour les Blue Jays et les Maple Leaf, de Toronto, ainsi que les Oilers d'Edmonton. Ces équipes ont découvert ainsi une façon de pénétrer dans les classes par la porte de derrière.

Certains se seront malgré tout consolés en se disant que cette opération douteuse servait au moins à aider les élèves à apprendre à compter et à améliorer leur français. Ceux-là n'ont malheureusement rien lu de ces supposés cahiers pédagogiques. La lecture de ces documents diffusés à des milliers d'exemplaires démontre plutôt leur médiocrité. Ils contiennent non seulement des erreurs flagrantes, mais le français dans lequel ils sont rédigés est souvent digne d'Elvis Grattton tant il est truffé d'anglicismes, d'impropriétés et d'autres fautes. La langue utilisée est parfois si bâtarde que certaines phrases sont incompréhensibles. Au lieu de cahiers «pédagogiques», on serait justifié de parler de mauvais brouillons rédigés par des analphabètes. Et je pèse mes mots.

Au-delà des considérations commerciales, c'est là que se cache le vrai scandale. Qu'on en juge sur pièces. Le texte offert aux petits francophones apparaît comme un calque de l'anglais où le français n'est plus qu'un créole confus et sans âme. Nos pédagogues patentés alignent en effet les anglicismes comme d'autres comptent des buts. Ainsi, dit-on à l'un de ces malheureux élèves qu'un joueur des Canadiens «pourrait l'aider avec ses devoirs» (*help you with*) au lieu de l'aider à faire ses devoirs. Partout le mot «légende» est utilisé dans l'une de ses acceptions anglaises (*legend*), pour désigner un héros, et non pas dans le sens français d'un récit mythique. Dans le même ordre d'idées, l'élève est invité à «apporter ces activités pédagogiques à la maison» (*bring home*) au lieu de les ramener. On se croirait dans la célèbre parodie des défuntés Cyniques qui commentaient la bataille des plaines d'Abraham en «bilingue».

Les formulations alambiquées ne manquent pas. On invite ainsi les élèves à «suggérer des conseils», au lieu de faire des suggestions, sans même saisir le ridicule d'un tel truisme. L'élève pourra méditer longtemps sur le sens profond des mots lorsqu'il découvrira que la saison 1976-77 a été «la meilleure saison à vie de l'histoire». Pourquoi respecterait-on la concordance des temps si essentielle en français? Dans une lettre aux parents, les auteurs indiquent que les élèves «pourront participer à une partie de hockey où ils doivent [devront] mettre leurs connaissances à l'épreuve».

Passons sur l'insignifiance des mises en situation. Passons sur les répétitions qui témoignent de la pauvreté chronique du vocabulaire. Ne faisons pas trop de cas de la mauvaise traduction, probablement glanée dans Internet, d'une citation d'Einstein où «*stay with the problem*» est traduit par «*rester avec le problème*» au lieu de «*persévérer*» à lui chercher une solution. Oublions l'absence de style et la musique de la langue, qui est anglaise du début à la fin.

Non contents de massacrer le français, les auteurs de ces cahiers commettent des erreurs dignes des moins doués de leurs élèves. En mathématiques, ils confondent les chiffres et les nombres. On apprend aux élèves que 18 est un chiffre alors que c'est un nombre dans tous les manuels du monde. En français, cette erreur reviendrait à confondre les lettres et les mots. Savez-vous que le beurre d'arachide était une viande? Dans un tableau, il est classé dans la colonne intitulée «viande» comme la banane est dans celle des «fruits et légumes». Il faut deviner que la viande désigne ici les protéines. Les auteurs affirment que l'anglais et l'allemand sont tous deux issus du saxon alors qu'il serait plus juste de dire qu'ils viennent du germanique comme on l'apprend dans les encyclopédies sérieuses. Ailleurs, on confond même le participe passé avec le passé composé.

Une telle production donne raison à ceux qui pensent qu'il faut se dépêcher d'apprendre l'anglais puisqu'il est même devenu indispensable pour comprendre les exercices de... français! Faut-il que l'école soit considérée comme une poubelle pour qu'on y déverse de telles ornières et qu'on ose les financer à même les deniers publics. Qui osera réclamer que les Canadiens remboursent l'État?

«Et voilà pourquoi votre fille est muette!» C'est ce qu'on aurait le goût de dire aux analphabètes qui ont conçu ces cahiers. Mais on doute qu'ils saisissent l'ironie de Molière.

crioux@ledevoir.com

VIH/sida

Lipodystrophie: traiter les effets secondaires devient prioritaire

Des chercheurs demandent à l'État d'assumer le coût des traitements

Jambes amaigries, veines apparentes, fesses inexistantes ou encore visage émacié, la lipodystrophie afflige bon nombre de séropositifs qui prennent certains types d'antirétroviraux. Des chercheurs invitent le gouvernement à voir ces transformations corporelles comme une pathologie plutôt qu'un simple problème esthétique.

LISA-MARIE GERVAIS

Jugeant la réparation de la lipodystrophie aussi importante que la pose d'implants mammaires, des chercheurs en sciences infirmières demandent au ministère de la Santé d'assumer la couverture, par l'intermédiaire du Régime d'assurance maladie (RAMQ), de deux traitements réparateurs pour la lipoatrophie faciale, un changement corporel parmi les plus fréquents et visibles chez les personnes vivant avec le VIH/sida. La lipodystrophie, soit la distribution corporelle anormale de la masse adipeuse associée à la prise de médicaments antirétroviraux (ARV), peut se traduire chez le patient par une lipoaccumulation, une lipoatrophie ou un syndrome mixte.

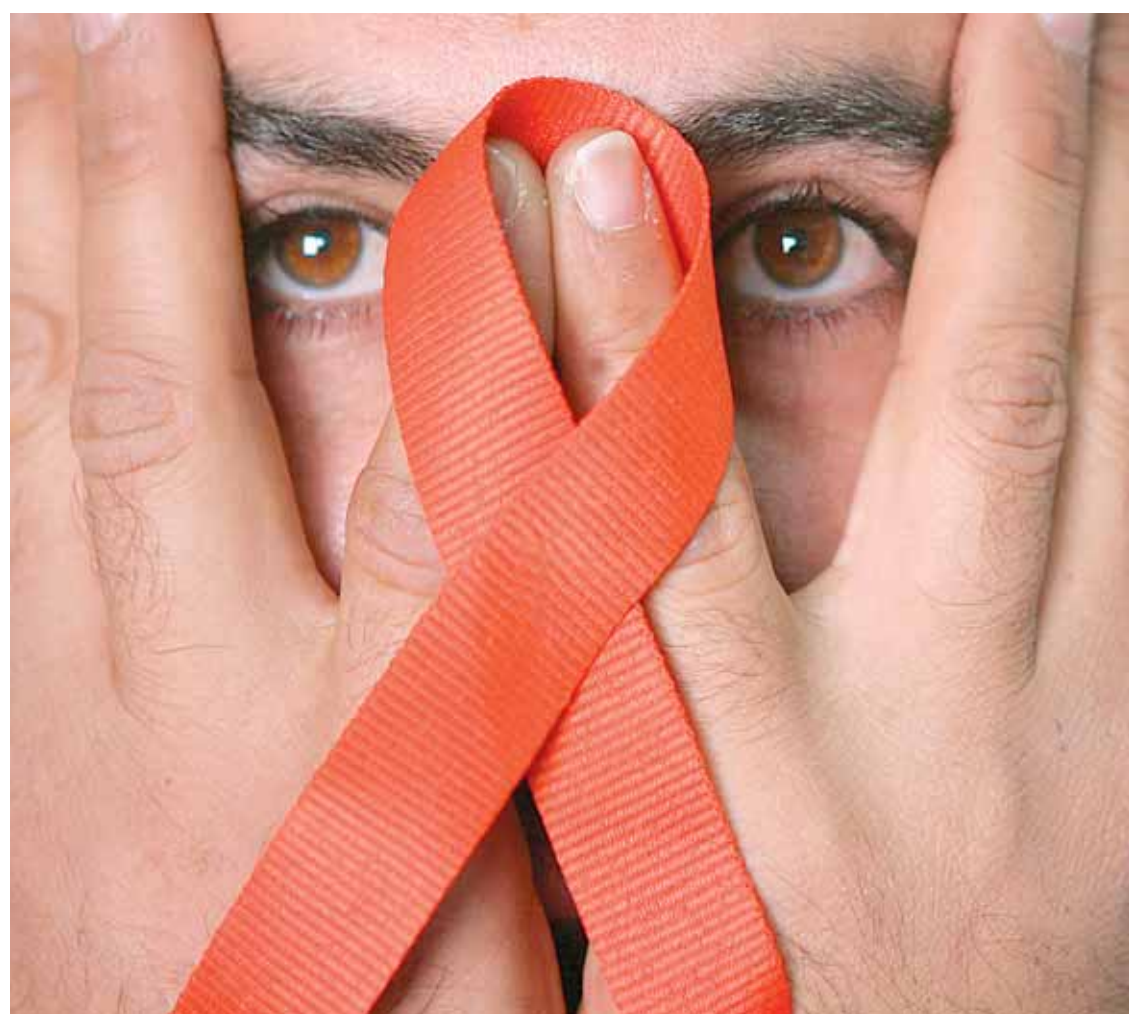
«Les effets de la lipodystrophie sont terribles sur le plan social. Si on pensait que les personnes avec le VIH étaient stigmatisées, imaginez ce que c'est quand la maladie est visible sur le visage», a soutenu Dave Holmes, professeur titulaire à l'École des sciences infirmières de l'Université d'Ottawa.

Si on pensait que les personnes avec le VIH étaient stigmatisées, imaginez ce que c'est quand la maladie est visible sur le visage

Deux types d'interventions réparatrices pour la lipoatrophie faciale homologuées par Santé Canada sont actuellement disponibles au Québec. Leur coût oscille entre 2000 \$ et 10 000 \$ selon les produits et la sévérité du problème. Mais ces traitements, qui consistent en des injections sous-cutanées, ne sont pas couverts ou remboursés par la RAMQ. «On veut que les séropositifs aux prises avec ce problème puissent avoir le choix de se traiter ou non», a indiqué Marilou Gagnon, une doctorante en sciences infirmières de l'Université d'Ottawa qui est sur le point de rendre publiques les conclusions de sa thèse sur le sujet. «Les femmes de ma recherche étaient persuadées que si elles avaient eu le cancer du sein, elles auraient eu beaucoup plus de soutien et de ressources pour se reconstruire».

Selon elle, il coûte plus cher à la société de ne pas traiter les différentes formes de lipodystrophie. Sans compter les coûts reliés aux consultations psychologiques, ajoute-t-elle. «Certaines personnes ont le visage tellement changé qu'elles vont tomber en dépression et même quitter leur emploi», a constaté l'infirmière qui

est intéressée aux changements corporels que subissent les femmes séropositives, un pan de la recherche qu'elle jugeait peu exploré. «Je n'aime pas qu'on parle "d'effets secondaires", comme si c'était de seconde importance», a-t-elle poursuivi.



ARCHIVES REUTERS

Un problème méconnu

En 2005, près de 60 % des personnes vivant avec le VIH et traitées en trithérapie souffraient de lipoatrophie, selon la coalition québécoise COCQ-sida.

Monsieur X., qui a voulu garder l'anonymat, en souffre depuis qu'il a commencé ses traitements aux ARV. «Je ne pouvais plus me coucher sur le côté parce que je n'avais plus de gras dans les joues. Ça me faisait trop mal. Je devais me tenir les joues pour pouvoir bien mastiquer. Ce n'est pas seulement esthétique», a-t-il affirmé. «Pour ceux qui travaillent avec le public, c'est très grave. Moi-même, j'ai senti que je faisais peur à certaines personnes», a-t-il ajouté.

Pour Dave Holmes, les effets afférents à la prise d'antirétroviraux (ARV) ne sont pas suffisamment pris au sérieux. «Oui, on sauve la vie des gens. Sachant que les ARV peuvent causer la lipoatrophie du visage, n'a-t-on pas la responsabilité d'aider ces gens-là?», a-t-il demandé.

Le ministre de la Santé peut entériner les re-

commandations du Conseil du médicament après que le fabricant d'un produit ait fait une représentation pour que celui-ci soit inclus au panier de services. «Mais si la compagnie ne souhaite pas faire de représentation au Conseil du médicament, le ministre ne peut pas forcer le processus et mandater une étude», a précisé Marie-Ève Bédard, attachée de presse du ministre Yves Bolduc.

Des représentations ont pourtant été faites auprès de certains ministères de la Santé, dont ceux de l'Ontario et du Québec en 2005, rapporte John McCahill, qui s'occupait anciennement de la distribution d'un des traitements, le Bio-alcamid. «En Ontario, on nous a dit qu'il n'y avait pas assez d'études pour prouver que le produit était sécuritaire à long terme, mais on a reconnu son efficacité clinique», a-t-il indiqué.

La compagnie pharmaceutique Sanofi-Aventi, qui commercialise un traitement appelé Sculptra, confirme qu'elle n'a pas fait de représentation. «Si la lipoatrophie est reconnue comme une maladie pour laquelle un patient peut avoir un traitement, c'est sûr qu'on va déposer une soumission. Mais on ne connaît aucune instance», a précisé Sylvain Clermont, qui s'occupe des communications pour la division canadienne de Sanofi.

Le Devoir

Premier jour de grève

Il n'y a pas de honte à demander un traitement équitable, disent les professeurs de l'UQAM

ALEXANDRE SHIELDS

Les quelque 950 membres du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Québec à Montréal ont tenu hier une première journée de grève qui devrait être suivie de trois autres au cours des prochaines semaines, afin de marquer leur exaspération devant la lenteur des négociations en vue du renouvellement de leur convention collective.

«Cette journée de grève a pour objectif d'amener l'administration de l'UQAM à effectuer un dépôt complet de ses offres en réponse aux demandes syndicales pour discussions par la suite», a expliqué la présidente du syndicat, Michèle Nevert.

Appelée à chiffrer les demandes salariales des professeurs, elle a toutefois refusé de s'avancer. «Vous savez ce que c'est, une table de négociations. On part avec un projet et à la fin on s'entend sur quelque chose», a-t-elle simplement souligné. Selon le projet de convention collective adopté par le regroupement, ils réclament des augmentations de 11,6 % échelonnées sur trois ans.

La présidente du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Québec à Montréal (SPUQ) a toutefois insisté sur le fait qu'ils souhaitent obtenir des conditions salariales équivalentes à celles de leurs collègues des autres universités de la province. Actuellement, ils gagnent entre 60 000 \$ et 110 000 \$ par année.

Par ailleurs, Mme Nevert ne croit pas que le contexte économique difficile devrait influencer sur les négociations. «À ma connaissance, il n'y a jamais eu une bonne époque pour négocier des condi-

tions salariales, a-t-elle fait valoir. En règle générale, la partie patronale ou un gouvernement explique toujours qu'il y a des difficultés pour accéder aux demandes.»

«Je pense que nos revendications sont tout à fait légitimes, a-t-elle ajouté. On n'a pas à avoir honte de demander un traitement équitable à celui des autres, quelle que soit la situation que nous traversons.» Les syndiqués voudraient également qu'on embauche 300 professeurs de plus, notamment afin de diminuer le nombre d'étudiants par classe.

Réplique

L'université réplique qu'elle ne peut rien promettre pour le moment, puisqu'elle a les mains liées par l'entente intervenue en décembre avec Québec pour tenter de la sortir du borbier financier dans lequel les projets du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur l'ont plongée.

Elle doit ainsi attendre l'élaboration, par une firme externe, d'une étude qui permettra de comparer les conditions de travail de ses salariés avec ce qui se fait ailleurs au Québec. L'UQAM doit aussi présenter d'ici la fin mai un plan de retour à l'équilibre budgétaire en cinq ans. L'institution doit enfin attendre de connaître les modalités du remboursement de 180 millions de dollars que Québec lui versera pour éponger une partie de la facture du Complexe des sciences.

Les activités se sont poursuivies normalement à l'UQAM hier pour les cours donnés par des chargés de cours.

Le Devoir

Le CHUM accusé de négliger le personnel de laboratoire

LISA-MARIE GERVAIS

Le CHUM n'en fait pas assez pour contrer la pénurie de personnel dans les laboratoires. C'est ce qu'ont dénoncé les quelque 150 technologistes médicaux membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui ont manifesté hier devant l'hôpital Notre-Dame. Ils réclament plus d'embauches de technologistes médicaux de même que des postes moins précaires.

«Environ 50 % du personnel technique de laboratoire du CHUM est dans des postes temporaires. La première mesure à prendre pour fidéliser les gens déjà formés est pourtant de leur offrir un poste qu'ils auront envie de conserver», a affirmé Dominique Verreault, la présidente de l'APTS. À l'heure actuelle, sur les 242 postes destinés au personnel de laboratoire, 22 sont toujours vacants.

Mme Verreault déplore que plusieurs postes de techniciens sont en voie d'être remplacés par des postes de techniciens B, qui ont une formation inférieure. «Ces gens-là ne peuvent pas faire ce qu'un technologiste médical fait. Ça fait en sorte que des analyses vont tarder», a-t-elle soutenu.

«Pendant que l'analyse se fait, le patient à l'urgence doit attendre. Il occupe un lit.» La direction du CHUM ne peut pas confirmer à qui sont destinés les 22 postes vacants. Mais elle estime que l'embauche des techniciens B servirait à alléger la tâche du personnel de laboratoire.

Si elle reconnaît que la pénurie touche tout le secteur, l'APTS croit que le CHUM est «particulièrement peu actif» dans le recrutement. La direction du CHUM assure qu'elle fait ce qu'elle peut pour pallier le manque de personnel de laboratoire.

Le Devoir